COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE MÉPRIS, ÇA SUFFIT !

L'intersyndicale condamne fermement le refus assumé de la délégation gouvernementale de recevoir directement les travailleurs et leurs représentants à Mayotte. Ce refus constitue un déni de dialogue social, une atteinte grave au respect des libertés syndicales et un signal inacceptable adressé à toute la population mahoraise.

Hier, on a tenté de nous réduire au silence dans la rue : des représentants syndicaux ont été maintenus dans une véritable « cellule à ciel ouvert », avant l'arrestation d'un responsable syndical. Ces méthodes sont indignes et ne sauraient être banalisées.

Aujourd'hui, alors que six ministres étaient présents à Mayotte, nous demandions simplement qu'au moins l'un d'entre eux reçoive directement l'intersyndicale. Même cette exigence élémentaire de respect républicain a été ignorée.

Plus grave encore, alors que le conseiller du Premier ministre s'était engagé à garantir aux manifestants un rassemblement libre, digne et visible ce jeudi sur la place de la République, les forces de l'ordre les ont finalement cantonnés dans un espace réduit et strictement encadré, incompatible avec l'exercice normal du droit de manifester.

Après deux heures d'attente, nous avons refusé de servir de décor à une opération de communication gouvernementale organisée sans dialogue réel, sans écoute réelle et sans réponse réelle aux revendications des travailleurs.

Depuis le 21 mai, nous demandons vainement l'ouverture de véritables négociations sur l'indexation des salaires. Nos déclarations et argumentaires sur la mise en œuvre de la convergence ainsi que l'alignement des droits n'ont même pas reçus une oreille attentive du gouvernent.

En tout état de cause, nous ne nous satisferons plus de promesses générales ni de discours de circonstance. Nous exigeons désormais des décisions immédiates, un calendrier précis et des actes concrets.

Le droit de manifester, la liberté syndicale et le dialogue social sont des droits fondamentaux. Ils doivent être respectés à Mayotte comme partout ailleurs en France.

Le gouvernement doit entendre la colère des travailleurs et ouvrir sans délai un véritable cadre de négociation, assorti d'engagements clairs, datés et vérifiables.

Le mépris ne fera pas taire Mayotte : il nourrira la colère et renforcera notre détermination collective.

L'intersyndicale demeurera pleinement mobilisée, unie et déterminée jusqu'à l'ouverture de négociations réelles, loyales et à la hauteur des attentes des travailleurs.

Fait à Mamoudzou, le 27 août 2026